

DECLARATION

CSA aix-marseille – 26 novembre 2024

04

05

13

84

26/11/24

Monsieur le Recteur,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA-A,

Dans notre déclaration liminaire du dernier CSA, nous faisons état de la violence et du caractère insupportables des annonces austéritaires concernant l'Éducation nationale et l'ensemble de la Fonction publique qui ont parsemé les débats sur la préparation du budget de l'État 2025.

Nous le réaffirmons aujourd'hui, les mesures budgétaires pour 2025 telles que soutenues par le gouvernement sont inacceptables : suppressions de 4000 postes dans l'Education nationale, baisse de l'indemnisation des arrêts maladie, passage d'un jour à trois jours de carence en cas d'arrêt maladie ou encore la baisse du fonds vert qui devait permettre de rénover le bâti scolaire... Dans le même temps, notre ministre annonce vouloir poursuivre les réformes de tri social du "choc des savoirs". Le ministère continue de maltraiter l'école, ses personnels et les élèves.

Le bâti scolaire et le tri social, parlons-en, quelques jours après la journée mondiale de défense de la convention internationale que la France a ratifiée, où en est le respect des droits des enfants dans nos territoires ?

La rénovation des écoles de Marseille est enfin lancée. Mais les effets d'annonce, les campagnes publicitaires et le début des chantiers ne peuvent cacher ni l'urgence dans laquelle se trouvent encore aujourd'hui de nombreuses écoles, ni l'incapacité récurrente des collectivités territoriales, de la DSDEN des Bouches-du-Rhône et du Rectorat à faire face aux situations les plus critiques qui concernent dans leur grande majorité les écoles des quartiers prioritaires.

Quand un mur s'effondre à l'école Révolution Jet d'eau, il faut une mobilisation des familles et des personnels pour obtenir des réponses sur la mise en sécurité des personnels et des élèves, un plan et un calendrier de travaux. Quand les personnels et les familles de l'école Parc Bellevue s'inquiètent des conséquences des travaux au sein de leur école et réclament l'accueil temporaire de touTEs au sein d'une cité internationale

qui aurait les moyens et l'espace disponibles pour leur offrir des conditions de travail et d'apprentissage dignes, comment expliquer le silence de notre administration et son refus initial d'envisager cette solution ? La mobilisation exemplaire des familles et personnels de l'école Parc Bellevue de Marseille lors de l'inauguration en grandes pompes de la Cité scolaire internationale a donné à voir la violence du tri social produit par notre institution. Alors que le maire de Marseille et - désormais - le président de la Région SUD PACA ont apporté tour à tour leur soutien à la demande de l'école Parc Bellevue, comment, M. le Recteur, M. l'IA-DASEN des Bouches-du-Rhône, pouvez-vous persister dans le refus d'ouvrir la CSI à ces élèves des quartiers immédiatement voisins de l'établissement ?

Tri social, encore, quand notre administration refuse la scolarisation de jeunes mineurs exiléEs qui se battent depuis des mois au sein du collectif Binkadi parce qu'il-elles n'ont pas accès à l'école et sont maintenuEs, de fait, dans une précarité qui concernent l'ensemble de leurs droits (logement, accès à la santé...). Ces jeunes verront-ils un jour leurs droits respectés ?

Tri des élèves, toujours, quand les moyens pour la mise en place véritable école inclusive ne sont pas donnés. Partout les heures et le personnel manquent comme la mobilisation des équipes des écoles de Port de Bouc pour obtenir les heures d'accompagnement d'élèves en SH auxquelles ils-elles ont droit le montre !

Encore une fois, le point "Bilan de rentrée" de l'ordre du jour du CSA se contente de ne mentionner que les résultats des élèves aux examens et leur affectation. Encore une fois, les syndicats SUD éducation de l'académie d'Aix-Marseille aimeraient un véritable "Bilan de rentrée" faisant aussi le point sur le nombre de notifications MDPH que notre administration ne parvient pas à respecter, le nombre de classes restées sans enseignantEs à la rentrée, le nombre d'AED non renouveléEs, le nombre de personnels contractuelLEs remerciéEs avant la fin de leur période d'essai.

Car concernant le respect des droits des personnels, le Rectorat semble s'auto-absoudre de manquements à répétition qui touchent notamment les plus précaires. Il est trop facile de s'auto-congratuler sur la qualité du dialogue social, sur l'attention soit-disant portée aux personnels grâce à un accompagnement RH de proximité et de marteler à longueur d'instances l'attachement de cette administration à l'égalité femmes/hommes. Quand une irrégularité sur la longueur des périodes d'essai est reconnue en formation spécialisée, quand celle-ci se double d'une discrimination envers une femme enceinte, que fait le Rectorat ? Il détourne le regard et couvre les abus de pouvoir manifestes de ces cheffEs d'établissement obligeant les collègues parmi les plus précaires à multiplier les recours et à envisager des procédures contentieuses quand une intervention immédiate aurait permis de les éviter. Vous ne pouvez pourtant pas dire que SUD éducation vous submerge de situations à gérer sur ce dossier.

À votre demande nous vous avons fait remonter deux situations d'AED pour lesquels l'erreur d'édition du contrat par le logiciel ASSED a eu des conséquences graves : la fin prématurée de leur période d'essai que le Rectorat avait lui-même reconnu comme irrégulière. Pour l'un nous n'avons eu aucune réponse. Pour l'autre, il a fallu batailler deux semaines pour obtenir confirmation que le Rectorat ne ferait rien pour rappeler le droit au principal du collège H. Barnier. M. le Recteur, mesdames et messieurs les représentantEs de l'administration, quand vous agissez comme cela, vous êtes individuellement solidaires de décisions d'une violence inacceptable. Vous cautionnez un mépris de classe de la part de directions d'établissements qui semblent se croire au-dessus des lois. Les retours de terrain doivent être entendus : refus de CDisation, heures supplémentaires non rémunérées, logique du contrat d'un an renouvelable pour les AED qui perdure, fins de contrat sans respect des procédures, demandes d'effectuer des missions hors cadre réglementaires, indemnités de fin contrat non versées après des mois de relances, cheffEs d'établissement qui disent ouvertement être opposéEs au CDI et qui considèrent - parce qu'iEls le disent - "AED n'est pas un vrai métier"...

Tout porte à croire que la précarité des personnels contractuelLEs est le cadet des soucis de notre Rectorat puisque une audience sur cette question demandée par nos syndicats le 2 octobre, prévue initialement le 17 décembre a été repoussée au 20 janvier. 4 mois pour discuter des conditions d'emploi des personnels les plus précaires, c'est dire s'il s'agit d'un sujet d'importance...

Pour les AESH, vous devez avoir été informéEs des décisions récentes de la cour d'appel de Paris pour les départements de Paris et de Seine-Saint-Denis. Les AESH ont droit à la rétroactivité de leurs primes REP/REP+ non versées depuis 2015 ! En effet, les juges de la Cour administrative d'appel de Paris ont considéré que cette exclusion constituait une rupture d'égalité et ont condamné les rectorats de Créteil et de Paris à verser les sommes dues aux collègues qui attaquaient leur employeur. FortEs de cette victoire pour l'égalité des droits et la reconnaissance des personnels AESH pour lesquelles nous exigeons un vrai statut et un vrai salaire, nous vous demandons, Monsieur le Recteur, d'accéder aux demandes des collègues qui solliciteront légitimement le versement rétroactif de ces primes dans les prochaines semaines.

Dans un contexte d'attaques sans précédent contre les services publics, mais aussi contre les droits des élèves, contre les droits des personnels, l'ensemble des organisations syndicales appellent à construire une riposte massive dans toute la Fonction publique et dans l'Education nationale et les universités. La grève du 5 décembre s'annonce d'ores et déjà massive. Les syndicats SUD éducation de l'académie d'Aix-Marseille appellent l'ensemble des personnels à rejoindre une mobilisation d'ampleur capable d'arracher des victoires pour améliorer la vie de tousTEs !